SCÈNE POLITIQUE NATIONALE

L'embuscade islamiste

Les partis de la mouvance islamiste ne se regardent plus en chiens de faïence. Non seulement ils se découvrent des préoccupations politiques communes mais aussi et surtout travaillent à les assumer solidairement. Ils ont, depuis quelque temps, réappris à se retrouver autour d'une table et débattre sereinement de leur commun devenir.

Sofiane Aït Iflis - Alger - (Le Soir) - Ils ne se sont pas encore érigés en coalition, mais ils activent à y poser les premiers jalons. Deux week-ends de suite, ils ont travaillé à décomplexer leurs relations, à esquisser les grandes lignes d'un rapprochement qu'ils croient désormais possible mais aussi vital pour leur émancipation.

Confinés jusque-là dans des rôles de faire-valoir, à des niveaux divers, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), le Mouvement de la réforme nationale (MRN) et le mouvement Ennahda veulent à présent s'essayer à autre chose. Ils professent leur capacité à valoriser plus que d'habitude leur action politique, à travers un engagement solidaire. Le parti de Aboudjerra Soltani, qui, de par sa position sur l'échiquier politique national, peut prétendre jouer le rôle de force motrice de ce triumvirat en constitution, suggère carrément l'élaboration d'une charte politique à portée stratégique.

Le MRN et Ennahda, moins robustes, il faut bien le dire, agréent à la proposition même s'ils lui préfèrent plutôt un texte à la teneur politique moins engageante, une sorte de code de l'honneur.

Le conseil consultatif du Mouvement de la réforme nationale, réuni en session ordinaire jeudi et vendredi derniers, évoque «un dialogue islamo-islamiste» qu'il appelle à renforcer et à promouvoir en coordination.

Ennahda épouse cette logique de rapprochement mais reste en revanche peu loquace sur le sujet. Du moins n'en fait-il pas singulièrement un vecteur de propagande. En tout cas pas autant que le MSP notamment, dont le président exploite la moindre tribune offerte pour faire la promotion de ces retrouvailles entre islamistes. Mercredi dernier, alors qu'il dressait le bilan de sa présidence de l'Alliance présidentielle, Aboudjerra Soltani a surpris ses deux partenaires en parlant d'alliance présidentielle islamiste.

Photos : Samir Sid.

Quels desseins nourrit Soltani ?

Cette évocation aurait pu être comprise comme un glissement, une inadvertance de plus de la part du chef islamiste s'il n'avait, au passage, plaidé l'élargissement de l'Alliance présidentielle à d'autres partis. Si le secrétaire général du Front de libération nationale, Abdelaziz Belkhadem, n'a eu aucun commentaire à ce propos, il n'en a pas été de même du secrétaire général du Rassemblement national démocratique.

En effet, Ahmed Ouyahia n'a pas manqué l'opportunité du point de presse qu'il a animé deux heures plus tard pour asséner indirectement une réplique à Soltani. L'ex-chef du gouvernement, qui préside l'alliance pour les trois mois à venir, a exclu l'association d'autres forces politiques à l'entreprise assumée exclusivement à trois depuis 2004.

La sournoise proposition de Soltani et la réplique sèche de Ouyahia dévoilent le dessein nourri en arrière-fond par le MSP, à savoir tracter le MRN et Ennahda vers le haut et leur aménager une place parmi les courtisans attitrés du président Bouteflika.

A l'évidence, Ouyahia n'a en rien perdu de sa lucidité. Il s'y oppose, pendant que Belkhadem, obnubilé par la seule perspective de voir Bouteflika rempiler pour un troisième mandat, ne répugne pas à l'élargissement de l'Alliance présidentielle. Bien au contraire, si cette ouverture devait élargir le cercle des thuriféraires. Mais est-ce à cette unique perspective que travaille Soltani ? Ce n'est pas si sûr que cela.

Le chef du MSP pourrait travailler pour un consensus islamiste autour de sa candidature propre, en tant que postulant sérieux ou en négociant un rôle de lièvre islamiste.

C'est d'ailleurs pour cela qu'il tarde à clarifier sa position par rapport à la révision de la Constitution et relativement au troisième mandat pour le président Bouteflika. Le MRN est paradoxalement sur une hésitation similaire. Ce n'est que jeudi que son conseil consultatif a décidé de mettre sur pied une «commission de réflexion» autour de la révision constitutionnelle.

S. A. I.

On ne joue pas avec les kamikazes

Depuis que le GSPC s'est rallié à Al-Qaïda, le terrorisme en Algérie connaît une nette recrudescence mais surtout a désormais recours aux techniques subversives les plus dangereuses et les plus imparables qui soient : de la technologie de pointe alliée à l'attentat kamikaze.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dotés d'une considérable manne financière, les islamistes ont investi très tôt dans les nouvelles technologies, dans l'informatique particulièrement. Une armée d'ingénieurs de très haut niveau infeste ainsi le réseau Internet mondial avec une habileté et une efficacité reconnues.

En effet, Al-Qaïda recrute, endoctrine, prodigue une instruction militaire complète via le Net qu'elle utilise par ailleurs comme un extraordinaire vecteur de propagande. Le maniement des armes et de la technologie de la terreur est devenu pour ces terroristes un simple jeu d'enfant.

C'est dire que le terrorisme islamiste, qui a connu une certaine décrue vers la fin des années 1990, a su s'adapter à son nouveau monde pour se relancer d'une manière spectaculaire et inattendue un certain 11 septembre 2001. Une nouvelle forme de terreur fera ce jour-là son apparition : les attentats kamikazes ! Une sorte de don de soi pour la «bonne cause» que le monde avait découvert pour la première fois lors de la Seconde Guerre mondiale avec les fameux pilotes japonais qui inventaient l'attentat kamikaze dans une ultime tentative de désespoir d'arrêter la progression de la superpuissance américaine dont les navires de guerre encerclaient définitivement l'île nipponne.

Pour ce faire, l'armée japonaise avait recours à un redoutable travail d'endoctrinement à base, disons-le tout crûment, de religion. Oui, c'est la religion et la conviction de transformer son trépas en visa pour le Paradis qui poussent le kamikaze, hier japonais, aujourd'hui islamiste, à franchir le pas du sacrifice suprême.

L'attentat kamikaze est, pour ainsi dire, l'aboutissement d'un travail colossal de l'énorme machine de guerre islamiste. Une machine de guerre qui a donc ses moyens, ses troupes, ses idéologues mais surtout un projet politique immuable et éternel : l'instauration de l'Etat théocratique à chaque endroit de la planète où cela est possible. L'Algérie entre autres.

L'Algérie où beaucoup d'ingrédients s'y prêtent d'ailleurs. Un pays en guerre ouverte contre le projet islamiste depuis 1991 et que les troupes du FIS (MIA, GIA, GSPC, etc.) ont terrorisé sous de multiples formes : attentats individuels, assassinats quotidiens, massacres collectifs, attentats à la bombe, etc.

Photos : DR.

Attentat de Thénia.

Un pays enfin qui tente depuis le fameux attentat contre la caserne militaire de Guemar en 1991 de combattre le terrorisme alors même qu'un certain discours politique parasitait cette lutte et travestissait la noblesse même de ce combat.

Qu'est-ce, en effet, le «qui-tue-qui ?» sinon une caution et un soutien franc au terrorisme ? Ces deux dernières années, et pendant qu'Al-Qaïda «modernisait» nos terroristes, c'est le «qui-tue-qui ?» qui s'adapte et adapte son discours. Avec cette fois, des porte-voix au plus haut niveau de l'Etat.

C'est devenu quasi-rituel qu'au lendemain de chaque attentat kamikaze, des politiques et autres «analystes» se précipitent pour nous expliquer que ces massacres massifs n'ont qu'une seule finalité : «Faire échec à la politique de réconciliation nationale».

Affolés par l'ampleur et la nature même des attentats du 11 avril 2007 qui ont ravagé les locaux du Palais du gouvernement, l'on se rappelle ainsi que des semaines durant, nos officiels «torturaient» l'évidence pour prouver que l'auteur de l'attentat serait descendu du véhicule du crime avant son explosion.

Il ne serait donc pas un kamikaze ! A la grande joie des islamistes eux-mêmes et des adeptes du «qui-tue-qui ?» qui n'en demandaient pas tant ! Le 6 septembre 2007, Bouteflika lui-même, qui n'a dû son salut ce jour-là à Batna qu'à la vigilance d'un brave policier mort pour lui sauver la vie, improvisera un discours pour le moins déroutant.

«Je dirais à ceux-ci et à ceux-là», c'est-à-dire aux islamistes et aux... démocrates ! «que la politique de la réconciliation est un choix irréversible». Les commentaires de toujours s'ensuivent alors avec comme caractéristique commune cette criminelle inconscience.

Sur les plateaux de télévision, à la radio, dans bien des journaux, on nous explique que «ces attentats n'ont aucune couverture politique ni idéologique».

Des fois, les auteurs des attentats seraient de paisibles citoyens que la malvie a poussés au crime, des fois, ce ne seraient que des désœuvrés et des drogués mais jamais des islamistes ! Telles des stars ou des héros nationaux, ces terroristes auraient même droit à des reportages quasi élogieux sur leur parcours.

Le plus âgé d'entre eux est même affublé du titre vénérable de «ammi» (oncle). Leurs antécédents politiques (tous étaient militants ou sympathisants du FIS) et terroristes (une bonne partie d'entre eux était d'ex-repentis ou alors des terroristes en «activité») cela quasiment personne n'en parle. A croire qu'au pire des cas, ils n'ont agi que par loisir ou par oisiveté...

K. A.